

Les mineurs du Gothard veulent des congés plus longs

CONSTRUCTION Les travailleurs qui creusent le deuxième tunnel routier voudraient travailler davantage de jours consécutifs afin d'avoir plus de temps pour rentrer chez eux. Le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) refuse, avançant qu'une dérogation – comme celle concédée lors du chantier d'AlpTransit – n'est pas possible

ANDRÉE-MARIE DUSSAULT, LOCARNO

Les quelque 120 mineurs qui creusent le deuxième tunnel du Gothard – prévu pour 2033 – revendiquent des périodes de repos plus longues. Mais il y a quelques semaines, le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) a officiellement refusé leur requête. La seule façon de pouvoir allonger les congés serait de modifier l'ordonnance 1 relative à la loi sur le travail, spécifie-t-il. Le syndicat des travailleurs, Unia, et InfraSuisse, l'organisation professionnelle des entreprises actives dans la construction d'infrastructures, ont déposé une demande allant dans ce sens auprès de l'Office fédéral des transports. Celle-ci devrait être examinée à la fin octobre.

«La plupart des mineurs viennent de loin; d'Europe de l'Est, du sud de l'Italie, du Portugal. Ils n'ont pas assez de temps pour rentrer chez eux – à noter que certains font jusqu'à douze heures de voiture à chaque pause – et passer du temps avec leur famille», explique Gianluca Bianchi, syndicaliste chez Unia. Qui précise qu'actuellement, les travailleurs disposent de maximum quatre jours consécutifs de congé. Les tours sont organisés de la façon suivante: sept jours de travail, puis quatre jours de repos, puis de nouveau sept jours de travail, et trois jours de repos, et enfin, cinq de travail et deux de repos.

«C'est une situation difficile pour nos familles»

Un mineur du sud de l'Italie confie que lorsque son épouse l'appelle, avant même de lui demander comment il va ou de lui donner des nouvelles des enfants, elle lui demande si ses tours ont été changés. «C'est une situation difficile pour nos familles. L'idéal pour nous serait de travailler neuf jours et en avoir six de libres, ou alors huit et cinq.»

«Les travailleurs voudraient travailler davantage de jours consécutifs pour avoir des congés plus longs», résume Gianluca Bianchi. Pour les entreprises aussi, ça devient difficile de trouver des travailleurs dans ces conditions, fait-il valoir, d'autant que ce travail est hautement qualifié. «L'âge moyen des mineurs est d'une cinquantaine d'années. A cause des conditions actuelles, les jeunes choisissent d'autres types de chantiers.»

Jusqu'en 2017, sur le chantier d'AlpTransit, des dérogations à l'ordonnance

1 relative à la loi sur le travail ont toujours été concédées, rappelle le syndicaliste. «L'expérience avait été positive, les mineurs étaient très contents. Habituellement, en Suisse, lorsque les syndicats et les entreprises sont d'accord, ceci est pris en compte et valorisé.»

Si tout va pour le mieux, et que l'ordonnance 1 est modifiée, les mineurs pourraient avoir des quarts de travail plus satisfaisants à partir de 2026. «Mais la perspective que de nouveaux tours puissent être implantés en 2026 seulement passe mal et crée une grande frustration chez les travailleurs.»

Huit jours de travail consécutifs, c'est certes beaucoup, reconnaît le syndicaliste «mais actuellement, le malaise est très important. Après tout, ces gens construisent un tunnel qui nous servira à tous.»

«Les réglementations relatives à la durée du travail et du repos contenues dans la loi sur le travail et l'ordonnance 1 sont de droit public et sont donc contraignantes, réplique Fabian Maienfisch, porte-parole du Seco; de sorte qu'il n'est pas possible d'y déroger, même si l'employeur et l'employé s'accordent pour exclure leur application.»

«La perspective que de nouveaux tours puissent être implantés en 2026 seulement passe mal et crée une grande frustration chez les travailleurs»

GIANLUCA BIANCHI, SYNDICALISTE CHEZ UNIA

Le nombre de jours de travail étant limité à sept jours consécutifs, il n'est pas possible pour le Seco de délivrer des autorisations au-delà de ces limites, soutient-il, faisant valoir que pour des dérogations plus importantes aux dispositions légales actuelles, il faut une révision de l'ordonnance. «La problématique spécifique au chantier du tunnel du Gothard a déjà été reconnue par les partenaires sociaux et le législateur, et sera abordée fin octobre au sein de la Commission fédérale du travail.»

En 2021, le Seco a publié une brochure contenant des exemples de plans de travail qui suivent les dernières recommandations en matière de médecine du travail et qui respectent judicieusement le droit du travail, indique Fabian Maienfisch. «Il faut notamment éviter à tout prix les périodes de sept jours consécutifs ou plus.» ■

SUR LE WEB

Sergei Aschwanden se retire de la course à la présidence de Swiss Olympic.

Le député vaudois, ancienne gloire du judo helvétique, ne sera pas président de l'association faitière du sport suisse. Une fois de plus, l'instance ne sera pas présidée par un Romand. Un article de notre journaliste Raphaël Jotterand, à retrouver en scannant le code QR ci-dessous:



Outre-Sarine, l'UDC monte et Les Vert·e·s baissent

ÉLECTIONS Ce week-end, Argovie et Bâle ont confirmé la tendance vue dans cinq autres cantons cette année. Pourquoi une telle progression de la droite souverainiste et un pareil affaiblissement des écologistes? Explications de Marc Bühlmann, de l'Université de Berne

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURE LUGON ZUGRAVU
X @laurelugon



«Le problème des Vert·e·s, c'est qu'il s'agit d'un parti monothématique. En général, ceux-là n'ont aucune chance de survie»

L'UDC engrange, Les Vert·e·s s'écrasent. Cette année, les élections cantonales dans sept cantons (Saint-Gall, Thurgovie, Schwytz, Uri, Schaffhouse, Bâle et Argovie ce dimanche) confirment une avancée de la droite souverainiste et un recul significatif des écologistes. Conformément à la tendance qui s'est dégagée des élections fédérales de l'année passée, qui en général donnent la direction qui sera suivie dans les cantons. Un frémissement vers la gauche se fait sentir au PLR, tandis que le PS, Le Centre et le Parti évangélique suisse stagnent.

Au total, l'UDC a raflé six des sept élections cantonales, avec 17 sièges supplémentaires, dont cinq en Argovie et un à Bâle. En Argovie, l'UDC Martina Bircher, figure de proue d'une politique migratoire ultra-ferme, est élue au gouvernement. Dans ce canton qu'on qualifie volontiers, en termes de référence politique, de Suisse miniature, le PLR amorce son retour, après Schaffhouse en septembre. Il faut dire que l'Argovie est le pays de son président, Thierry Burkart. Très actif, celui-ci a encouragé l'assemblée des délégués, samedi, à adopter un papier de position sur l'immigration illégale.

A l'autre bout de l'échiquier, c'est la soupe à la grimace. Grands gagnants des élections nationales de 2019, Les Vert·e·s perdent depuis: 3,4 points de pourcentage en moins en 2023, et 11 sièges bifés lors de ces sept élections cantonales. Les vert·libéraux, quant à eux, sont toujours sur la pente descendante. Directeur d'Année Politique Suisse à l'Université de Berne, Marc Bühlmann livre son analyse.

Comment expliquer que lors de ces élections cantonales seuls l'UDC et Les Vert·e·s bougent significative-

ment à la hausse et à la baisse? Les Vert·e·s ont profité d'une nouvelle clientèle en 2019, qui avant ne votait pas ou peu. Les grèves pour le climat, la mobilisation populaire ont joué en leur faveur. Mais si le thème environnemental reste urgent, il ne mobilise plus autant, comme si une certaine fatigue s'était installée. Je présume que l'électorat préoccupé par le climat se rend moins aux urnes. L'UDC en revanche s'appuie sur un électorat pour qui le vote représente plutôt un devoir citoyen. Ensuite, ce parti est porté par la question migratoire et celle des relations de la Suisse avec l'Union européenne, revenues au sommet des préoccupations.

Et ce sont précisément ses thèmes de prédilection! Oui, depuis trente ans. Quand un parti possède une thématique phare, c'est une chance, surtout lorsque ce sujet est pressant. D'ailleurs, en 2019, l'UDC a perdu car ces thèmes étaient moins en vogue qu'aujourd'hui. Si on analyse le PS, on voit qu'il possède une clientèle type loyale mais sans avoir un thème particulier mobilisateur pour les élections: il va donc gagner davantage sur des votations comme l'AVS que lors des élections.

Les Vert·e·s ont aussi une thématique phare, urgente qui plus est.

Dès lors, pourquoi ne gagnent-ils pas? Encore faut-il parvenir à lier sa thématique principale à un sujet d'actualité. Voyez l'UDC: vous pouvez discuter de trafic routier ou d'agriculture et il se trouvera toujours un élu pour expliquer que la source du problème, c'est l'immigration ou l'Europe! C'est fatigant mais très intelligent au niveau électoral.

Les Vert·e·s l'ont-ils compris? Samedi, l'assemblée des délégués a fait feu sur le possible retour au nucléaire en promettant le référendum. Je pense effectivement que c'était une bonne idée. Quand on peut combiner un sujet d'actualité avec ses racines profondes, c'est une bonne chose. Le problème des Vert·e·s, c'est qu'il est un parti monothématique. En général, ceux-là n'ont aucune chance de survie, comme le Parti de la liberté, qui était celui de la voiture. Car au bout d'un moment, les quatre grands partis empoignent ce thème spécifique et en privent celui qui l'a fait émerger. Aujourd'hui, même l'UDC parle d'environnement. Pourtant, Les Vert·e·s existent depuis plus de cinquante ans...

Les Vert·e·s devraient-ils s'emparer d'autres sujets? Ils ont tenté avec des thèmes sociétaux, mais ça n'a pas marché.

La question de savoir s'il faut rester un parti monothématique ou devenir un parti de masse est extrêmement difficile à trancher. Changer demande des années de travail. Aujourd'hui encore, les gens estiment que le PLR est le parti de l'économie et le PS, celui de la politique sociale, même si ce n'est plus totalement le cas. Avant les années 1990, l'UDC était le parti des paysans, donc dans une niche. Il a opéré sa mue avec deux thèmes forts et une personnalité charismatique, Christoph Blocher. Dans le même temps, l'UDC a compris qu'on peut organiser la méfiance de la société. Sur le mode «Viens, je vais t'expliquer comment fonctionne la politique», il a conquis un électorat auparavant circonspect. Organiser des petits déjeuners chez des paysans, l'UDC l'a fait! Aussi, grâce à tout ceci, il s'est hissé à 30%, un socle qui va rester stable. ■

INTERVIEW

PUBLICITÉ

SOUS LA COUPOLE

Pascal Crittin, directeur de la RTS

Redevance radio-TV à 200 francs?

«Ce serait destructeur pour la cohésion nationale!»

Nos invités et spécialistes maison, Romain Clivaz, chef de la rubrique Opinions & Débats, Nicole Lamon, cheffe de la rubrique Suisse et Vincent Bourquin, rédacteur en chef adjoint, s'emparent de l'actualité politique.

A écouter sur
LeTemps.ch

Photo: François Wavre pour Le Temps